

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/433
23 novembre 2001

(01-5986)

ACCESSION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

Décision du 11 novembre 2001

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 2 de l'article XII et au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce convenues par le Conseil général (WT/L/93),

Prenant acte de la demande d'accession à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce datée du 7 décembre 1995 présentée par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu,

Prenant note des résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et ayant établi un Protocole d'accession du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu,

Décide ce qui suit:

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourra accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce selon les modalités et aux conditions énoncées dans le Protocole annexé à la présente décision.

PROTOCOLE D'ACCESSION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l'"OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC") et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (ci-après dénommé le "Taipei chinois"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession du Taipei chinois à l'Accord sur l'OMC qui figure dans le document WT/ACC/TPKM/18, daté du 5 octobre 2001 (ci-après dénommé le "rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession du Taipei chinois à l'Accord sur l'OMC,

Convienient de ce qui suit:

PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. À compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, conformément au paragraphe 10, le Taipei chinois accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel le Taipei chinois accédera sera l'Accord sur l'OMC, y compris les notes explicatives de cet accord, tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 224 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf dispositions contraires du paragraphe 224 du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en œuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en œuvre par le Taipei chinois comme s'il avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.
4. L'Accord spécial de change conclu entre l'OMC et le Taipei chinois et reproduit à l'annexe II du présent protocole fait partie intégrante de ce dernier.
5. À compter de sa date d'accession à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC), le Taipei chinois acceptera l'Accord commercial plurilatéral sur le commerce des aéronefs civils figurant à l'Annexe 4 de l'Accord sur l'OMC.
6. Le Taipei chinois pourra maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit inscrite sur la liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II, qui est annexée au présent protocole, et qu'elle satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans l'Annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

PARTIE II – LISTES

7. Les Listes reproduites à l'annexe I du présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"AGCS") du Taipei chinois. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en œuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

8. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

PARTIE III – DISPOSITIONS FINALES

9. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation du Taipei chinois, par voie de signature ou autrement, jusqu'au 31 mars 2002.

10. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté par le Taipei chinois.

11. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et au Taipei chinois une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par le Taipei chinois conformément au paragraphe 9.

Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Doha le onze novembre deux mille un, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, si ce n'est qu'une liste ci-annexée peut préciser ne faire foi que dans une seule de ces langues.

ANNEXE I

***LISTE CLIII - TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT
DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU***

Seul le texte anglais fait foi

(Distribuée sous les cotes WT/ACC/TPKM/18/Add.1 et WT/MIN(01)/4/Add.1)

***LISTE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES SERVICES
LISTE D'EXEMPTIONS DES OBLIGATIONS ÉNONCÉES À L'ARTICLE II***

Seul le texte anglais fait foi

(Distribuées sous les cotes WT/ACC/TPKM/18/Add.2 et WT/MIN(01)/4/Add.2)

ANNEXE II

ACCORD SPÉCIAL DE CHANGE ENTRE LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU ET L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (CI-APRÈS DÉNOMMÉE L'"OMC")

Considérant que le paragraphe 6 de l'article XV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (dénommé ci-après l'"Accord général de 1994") dispose que tout Membre de l'OMC qui n'est pas membre du Fonds monétaire international (dénommé ci-après le "Fonds") devra, dans un délai à fixer par l'OMC après consultation du Fonds, devenir membre du Fonds ou, à défaut, conclure avec l'OMC un accord spécial de change;

Considérant que le paragraphe 7 dudit article dispose que ledit accord spécial de change contiendra les dispositions que l'OMC estimera nécessaires pour que les mesures prises en matière de change par ce Membre ne compromettent pas l'application de l'Accord général de 1994 et étant donné que les termes d'un tel accord n'imposeront pas au Membre d'obligations incompatibles avec celles qui sont imposées par le Fonds;

Considérant que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (dénommé ci-après le "Taïpei chinois") désire accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (dénommée ci-après l'"Accord sur l'OMC") conformément à l'article XII dudit accord;

L'Organisation mondiale du commerce

et

Le Taïpei chinois, agissant par l'intermédiaire de son représentant dûment mandaté à cet effet,

Convienent de ce qui suit:

ARTICLE I

Régime de change ordonné

1. Le Taïpei chinois collaborera avec l'OMC pour faire en sorte que les taux de change reflètent les tendances fondamentales de l'économie, maintenir avec les autres Membres de l'OMC des relations harmonieuses en matière de change, éviter les modifications du taux de change à des fins concurrentielles, faciliter, conformément aux articles II et III du présent accord, l'élimination des restrictions qui entravent les paiements et les transferts internationaux dans le système multilatéral et promouvoir le commerce et l'investissement sur le plan international.

2. Reconnaissant que le but essentiel du système monétaire international est de fournir un cadre qui facilite l'échange de marchandises, de services et de capitaux entre les pays ou territoires et qui contribue à soutenir une croissance économique non inflationniste, le Taïpei chinois s'engage à assurer le maintien d'un régime de change ordonné et à promouvoir un système de taux de change stable. En particulier, le Taïpei chinois:

- i) s'efforcera d'orienter sa politique économique et financière en vue d'encourager une croissance économique non inflationniste durable dans un cadre macro-économique stable;

- ii) permettra aux taux de change de refléter la situation économique et financière fondamentale;
- iii) évitera de manipuler les taux de change ou le système monétaire international afin d'empêcher l'ajustement effectif des balances des paiements ou de s'assurer des avantages compétitifs inévitables vis-à-vis d'autres Membres; et
- iv) poursuivra des politiques de change compatibles avec les engagements prévus dans le présent article.

ARTICLE II

Non-recours aux restrictions sur les paiements courants ni aux pratiques de taux de change multiples

1. Le Taipei chinois n'imposera pas, sans l'approbation de l'OMC, de restrictions sur les paiements et transferts afférents à des transactions internationales courantes.
2. Le Taipei chinois ne recourra pas et ne permettra pas à son Ministère des finances, à sa Banque centrale, à son Fonds de stabilisation ni à aucun autre organisme public de recourir à des mesures discriminatoires à l'égard de monnaies ni à des pratiques de taux de change multiples, à moins d'y être autorisé par l'OMC.
3. Les contrats de change qui mettent en cause la monnaie d'un Membre ou du Taipei chinois et sont contraires à la réglementation des changes que ce Membre ou le Taipei chinois maintient en vigueur ou qu'il a introduite en conformité avec les Statuts du Fonds ou avec les dispositions d'un accord spécial de change conclu en application du paragraphe 6 de l'article XV de l'Accord général de 1994 ou du présent accord ne seront pas exécutoires sur le territoire du Taipei chinois ni sur celui des autres Membres.

ARTICLE III

Contrôle des transferts de capitaux

1. Le Taipei chinois s'engage à chercher à éviter d'imposer un contrôle des transferts de capitaux pour atteindre des objectifs en matière de balance des paiements et d'ordre macro-économique. Il pourra toutefois prendre les mesures de contrôle nécessaires pour réglementer les mouvements internationaux de capitaux, si ces mouvements déstabilisent la balance des paiements ou compromettent la stabilité macro-économique, pour autant qu'il n'applique pas lesdites mesures d'une manière qui aurait pour effet de restreindre les paiements au titre des opérations courantes ou de retarder indûment les transferts de fonds effectués pour le règlement d'engagements.
2. Le Taipei chinois s'engage à faire en sorte que les mesures afférentes aux flux de capitaux soient conformes au présent accord, à l'Accord général de 1994 et à l'Accord sur l'OMC.
3. Si le Taipei chinois prend de nouvelles mesures de contrôle des transferts de capitaux ou renforce celles qui sont en vigueur, il consultera immédiatement l'OMC.

ARTICLE IV

Restrictions sur les paiements – Considérations générales

1. Si le Taipei chinois, avec l'approbation de l'OMC ainsi qu'il est prévu à l'article II, ou conformément aux consultations menées avec l'OMC ainsi qu'il est prévu à l'article III impose une mesure visant à restreindre les paiements et les transferts pour des raisons de balance des paiements et de stabilité macro-économique, il:

a) organisera des consultations de bonne foi avec l'OMC sur les mesures d'ajustement économique propres à régler les problèmes économiques fondamentaux qui l'ont obligé à prendre ladite mesure; et

b) adoptera ou poursuivra une politique économique compatible avec les résultats de ces consultations.

2. Toute mesure adoptée ou maintenue au titre de l'article II du présent accord:

a) évitera de causer des dommages non nécessaires aux intérêts commerciaux, économiques ou financiers d'un autre Membre;

b) sera temporaire et progressivement éliminée selon un calendrier clairement établi;

c) sera, de toutes les mesures qui peuvent être prises, celle qui aura le moins d'effets défavorables;

d) sera compatible avec les dispositions du présent accord et avec les politiques économiques adoptées conformément au paragraphe 1 b) du présent article; et

e) sera appliquée sur la base du régime de la nation la plus favorisée.

3. Toute mesure adoptée ou maintenue au titre de l'article III du présent accord sera, dans la mesure du possible, conforme aux dispositions énoncées aux alinéas a) à e) du paragraphe 2 du présent article.

ARTICLE V

Communication de renseignements

1. Le Taipei chinois communiquera à l'OMC les renseignements relevant du champ général de la section 5 de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international qui pourront être nécessaires à l'OMC pour exercer ses fonctions dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.

2. Le Taipei chinois ne sera pas tenu de donner des précisions l'amenant à divulguer les affaires de particuliers ou de sociétés. Toutefois, le Taipei chinois s'engage à fournir les renseignements souhaités de façon aussi détaillée et aussi précise que possible.

ARTICLE VI

Dispositions diverses

1. Aux fins du présent accord, il faut entendre par "paiements pour transactions courantes" les paiements qui n'ont pas pour objet le transfert de capitaux, selon la définition donnée par le Fonds monétaire international.
 2. L'OMC aura à tout moment le droit de communiquer ses vues de façon informelle au Taipei chinois sur toute question relevant du présent accord.
 3. Lorsque l'OMC consultera le Fonds sur des questions de change ou d'autres questions appropriées affectant particulièrement le Taipei chinois, il prendra les mesures nécessaires pour présenter au Fonds, à la satisfaction de celui-ci, le point de vue du Taipei chinois, y compris, sans limite, la transmission au Fonds de toute opinion communiquée par le Taipei chinois à l'OMC.
 4. Le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends de l'OMC s'appliquera aux différends auxquels le présent accord pourra donner lieu.
 5. Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du Protocole d'accession du Taipei chinois à l'OMC.
-